

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 25 mars 2025

Membres en exercice : 26
Présents : 20
Procuration(s) : 4
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 4
Date de la convocation : mercredi 12 mars 2025

DELIBERATION N°DL_AP2025_0052

**Motion relative à la participation du Département de Mayotte au dispositif Participation
des Entreprises à l'Effort de Construction (PEEC)**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq mars, à 08h30, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Soihirat EL HADAD,

Conseillers départementaux représentés :

Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Nadjayedine SIDI donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI,

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Zaounaki SAINDOU

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2021.0197 du 1er juillet 2021 nommant Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil Départemental de Mayotte,

Vu l'article 38 du Règlement intérieur du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant la motion présentée par Mr Soula SAÏD SOUFFOU relative à la participation du Département de Mayotte au dispositif Participation des Entreprises à l'Effort de Construction (PEEC)

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1** : d'engager un dialogue avec Action Logement afin d'étudier les possibilités d'un partenariat élargi en faveur des agents du Département touchés par le cyclone ;
- Article 2** : de mandater le Président du Conseil départemental pour travailler, en concertation avec l'État et les acteurs compétents, sur des solutions complémentaires adaptées aux besoins de tous les fonctionnaires sinistrés ;
- Article 3** : d'encourager l'ensemble des parties prenantes, institutionnelles et économiques, à s'associer à cette démarche de solidarité pour garantir une réponse équitable et efficace à tous les sinistrés du cyclone Chido ;
- Article 4** : en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

□

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**



Ben Issa OUSSENI



Soula SAID-SOUFFOU
Conseiller départemental
de SADA-CHIRONGUI

Le 25 mars 2025

**Motion relative à la participation du Département de Mayotte au
dispositif *Participation des Entreprises à l'Effort de Construction*
(PEEC)**

Considérant l'ampleur des dégâts causés par le cyclone Chido, qui a plongé de nombreuses familles mahoraises dans une situation de grande difficulté ;

Considérant la mise en place rapide de dispositifs de solidarité, notamment par Action Logement, avec un fonds de 2 millions d'euros destiné à accompagner les salariés du secteur privé dans la réparation de leurs logements, le remplacement de leurs biens endommagés et le retour à une certaine stabilité ;

Considérant que ce dispositif repose sur la Participation des Entreprises à l'Effort de Construction (PEEC) et est, à ce titre, réservé aux salariés du secteur privé ;

Considérant que les fonctionnaires du Département, également lourdement affectés par le cyclone, ne peuvent bénéficier de cette aide, bien que leur situation justifie un accompagnement similaire ;

Considérant l'importance d'identifier des solutions adaptées pour soutenir l'ensemble des sinistrés, sans distinction de statut professionnel ;

Considérant la nécessité d'explorer des mécanismes de solidarité financière soutenables ;

Pour tous ces motifs, le Conseil départemental de Mayotte décide :

1. D'engager un dialogue avec Action Logement afin d'étudier les possibilités d'un partenariat élargi en faveur des agents du Département touchés par le cyclone ;
2. De mandater le Président du Conseil départemental pour travailler, en concertation avec l'État et les acteurs compétents, sur des solutions complémentaires adaptées aux besoins de tous les fonctionnaires sinistrés ;
3. D'encourager l'ensemble des parties prenantes, institutionnelles et économiques, à s'associer à cette démarche de solidarité pour garantir une réponse équitable et efficace à tous les sinistrés du cyclone Chido.